

[2 C O N F I D E N T I A L]

UNARCHIVES

SERIES S-1062

BOX 8

FILE 8

ACC. 1998/0282

UNAMIR

94 JUL -6 13 52

2/8

OUTGOING CODE CABLE

IMMEDIATE

TO: KHAN/DALLAIRE, UNAMIR, KIGALI
 FROM: ANNAN, UNATIONS, NEW YORK
 DATE: 5 July 1994
 NUMBER: UNAMIR: 2153
 SUBJECT: Report on operation "Turquoise"

1994 JUL -5 12 10:00

... Please find attached a report on operation "Turquoise" submitted by the French Permanent Mission, in accordance with paragraph 10 of resolution 929 (1994). This report and the map annexed to it were received here this evening and will be issued as a Security Council document tomorrow. Regards.

②
 COC / 8/72
 HAC + 8/2
 Ple note and
 return
 Le
 FC
 7/7

③
 Surana
 Copy to Chuo (Ad Dir)
 and 1-2 copy to CO
 in Gama ple.
 done.
 9/7

3/8

OPERATION TURQUOISE

1 - DISPOSITIF

- Le dispositif de l'opération TURQUOISE est placé sous les ordres du Général LAFOURCADE qui dispose d'un Poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) implanté à GOMA et relié au Centre opérationnel interarmées de PARIS.

Ce dispositif comprend les éléments suivants :

- un sous-groupement de forces NORD de 3 unités de combat à KIBUYE,
- un sous-groupement de forces SUD de 2 unités de combat à CYANGUGU,
- un sous-groupement spécialisé constitué de 4 éléments à BUKAVU,
- un déploiement d'avions de combat à KISANGANI,
- trois bases de transit à BANGUI, LIBREVILLE et DOUALA.

Le dispositif dispose actuellement d'un effectif de 2300 militaires français et 32 sénégalais.

2 - COMPOSITION DE LA FORCE (effectifs prévisibles)

2.1 - Moyens Interarmées

- un poste de commandement interarmées (PCIAT - effectif 305),
- un élément militaire médical d'intervention rapide (EMMIR - effectif 46),
- un détachement spécialisé disposant de 5 hélicoptères (effectif 220)
- trois détachements du Service des essences des armées (effectif 35)

2.2 - Moyens de l'Armée de l'air et de la Marine nationale

- un élément de 4 MIRAGE FICR, 4 MIRAGE FICT, 1 ATLANTIC, 2 C135FR, 2 CASA 235, 5 avions cargo tactiques (C130, C 160), 2 hélicoptères SA330 (SAR). L'effectif total est de 340.

2.3 - Moyens de l'Armée de terre

- quatre compagnies d'infanterie motorisée (effectif 580),
- un escadron d'automitralleuses légères de 12 véhicules (effectif 130),
- une section de mortiers lourds de 6 pièces (effectif 70),
- une section de génie (effectif 25),

4/8

- un bataillon de soutien logistique partiellement acheminé et en cours de déploiement (effectif prévu 450),
- un détachement de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) disposant de 3 hélicoptères PUMA (effectif 60),
- deux états-majors tactiques (effectif 62),
- une compagnie de commandement et de service (effectif 150).

2.4 - Moyens de la Gendarmerie nationale

- un détachement prévôtal (effectif 10).

2.5 - Moyens étrangers

- une section d'infanterie sénégalaise (effectif 32).

D'autres éléments fournis par divers pays d'Afrique pourraient être intégrés à la force. Une antenne chirurgicale belge est attendue.

3 - LIEUX ET MODE DE DEPLOIEMENT

Initialement mise en place à GOMA et BUKAVU le 22 juin 1994, la Force a ensuite reconnu plusieurs axes :

- au nord, à partir de GOMA, en direction de KIBUYE et du col de NDABA,
- au sud, à partir de BUKAVU, dans le secteur de la forêt de NYUGWE et jusqu'à GIKONGORO et BUTARE.

L'opération a comporté :

- des actions préliminaires (mesures d'alerte et de prépositionnement de moyens en Afrique centrale) du 16 au 21 juin 1994,
- des actions initiales :
 - * mise sur pied d'une base opérationnelle avancée à GOMA et d'une plate-forme aérienne à KISANGANI du 21 au 24 juin 1994,
 - * reconnaissance de camps de réfugiés à CYANGUGU et dans l'ouest du RWANDA du 22 au 25 juin 1994,
 - * déploiement progressif de la force sur les axes de progression précités du 24 juin au 4 juillet 1994.

4 - EVALUATION DE LA SITUATION

La mission à but humanitaire confiée à la France s'avère délicate, notamment dans le centre et le sud de la zone reconnue par la Force TURQUOISE.

Jusqu'au 2 juillet 1994, nos troupes ont pu agir sans incident à l'intérieur de la zone gouvernementale à partir des villes zaïroises de GOMA et BUKAVU.

Par la suite, la poussée du Front patriotique rwandais a provoqué un nouveau flux de réfugiés. Ceci nous a conduit à définir une zone humanitaire sûre pour les réfugiés à l'intérieur du triangle CYANGUGU-KIBUYE-GIKONGORO. || 7

5/8

Le problème humanitaire dans cette zone atteint aujourd'hui des proportions considérables qui exigent l'implication de l'ensemble de la communauté internationale. Des centaines de milliers de personnes déplacées tutsies et hutues ont besoin d'une aide urgente. La protection apportée par la France devrait permettre son déploiement le plus rapidement possible.

5 - ACTIONS HUMANITAIRES ENTREPRISES

5.1 Protection et Organisation des camps de réfugiés :

La force TURQUOISE mène une action de protection autour de 2 camps :

5.11 NYARUSHISHI, camp déjà existant et regroupant 8 000 personnes (Tutsis). La garde est assurée par les Forces armées rwandaises et les soldats TURQUOISE (1 section).

de l'air ? →

5.12 BISERERO, camp créé et protégé par les forces françaises (1 000 tutsis depuis le 1er juillet).

5.2 Activités humanitaires :

5.21 Situation générale :

Depuis l'entrée au RWANDA de la force TURQUOISE, on estime à 850 000 le nombre de réfugiés répartis en plus de 50 camps en zone gouvernementale.

Au sud du pays, de nombreux réfugiés se déplacent vers GIKONGORO (mouvements vers l'ouest) et vers le BURUNDI (mouvement vers le sud).

de Lors de sa visite sur place, M. ARTURO HEIN, directeur du bureau d'urgence de l'ONU pour le RWANDA, (en poste à NAIROBI) a fait part de son appréciation très favorable sur la mission et les modes d'action de l'opération TURQUOISE.

5.22 Actions entreprises :

Installation d'un élément médical militaire d'intervention rapide (EMMIR) à CYANGUGU (depuis le 5 juillet).

Livraison de 37t de fret d'aide humanitaire gouvernementale française et distribution dans les régions de KIBUYE et GIKONGORO. 400 tonnes sont prévues dans les jours à venir.

Evacuation de 1 325 personnes.

Les moyens suivants ont été demandés à l'UEO :

- un stock de 35t de médicaments (renouvelable toutes les 3 semaines),
- 400t de vivres non périssables,
- vêtements et couvertures pour 200 000 personnes.

5.3 Domaine des droits de l'homme :

Des violations flagrantes des droits de l'homme ont été constatées directement par les soldats français ou ont fait l'objet de récits par les populations civiles. Ainsi, les forces TURQUOISE ont découvert des charniers dans les régions de CYANGUGU et KIBUYE. Par ailleurs, des corps appartenant vraisemblablement à des personnes d'origine tutsie ont été trouvés près de BISESERO.

L'ensemble des informations pertinentes recueillies sera ultérieurement transmis aux experts de la Commission d'enquête créée par la résolution 935 et au Rapporteur spécial.

6 - APPRECIATIONS SUR LE DEROULEMENT DE L'OPERATION ET EVENTUELLES DIFFICULTES RENCONTREES

L'opération TURQUOISE se déroule conformément à la résolution 929 de l'ONU.

Les forces françaises ont fait preuve d'impartialité sur le terrain en sauvant de nombreux rwandais hutus ou tutsis d'une mort certaine. Cette impartialité commence à être reconnue par le FPR qui a laissé se réaliser l'évacuation de 1000 personnes de BUTARE même si un incident mineur a eu lieu.

Certaines difficultés demeurent. Pour l'instant, les ONG et les institutions internationales relaient très peu l'action des forces TURQUOISE, notamment dans le sud. Dans ce domaine, comme dans celui de la participation au soutien logistique de notre intervention, peu de promesses se sont concrétisées. Même si il est dissuasif vis-à-vis des milices ou des forces armées impliquées dans le conflit, notre dispositif n'en demeure pas moins insuffisant au regard du nombre de personnes déplacées à soutenir.

D'autre part, les difficultés pour maîtriser la situation militaire extrêmement tendue ne sont pas négligeables. Ainsi, l'hostilité possible des Forces armées rwandaises (FAR) et des milices hutues à notre égard pourrait multiplier les risques qu'encourent déjà nos forces du côté du FPR. La participation de pays tiers à l'opération constituerait une aide appréciable à nos efforts.

Enfin, l'effort militaire supporté presque intégralement par la France ne saurait se prolonger sans l'espoir sérieux d'une relève par la MINUAR II. Or, la plupart des offres de contribution demeurent incertaines ou assorties de conditions ou de délais peu compatibles avec une prise en charge de notre mission dans les deux mois qui viennent. La France en appelle donc à l'ensemble des Etats membres pour que le déploiement de la MINUAR renforcée devienne rapidement une réalité.

7/8

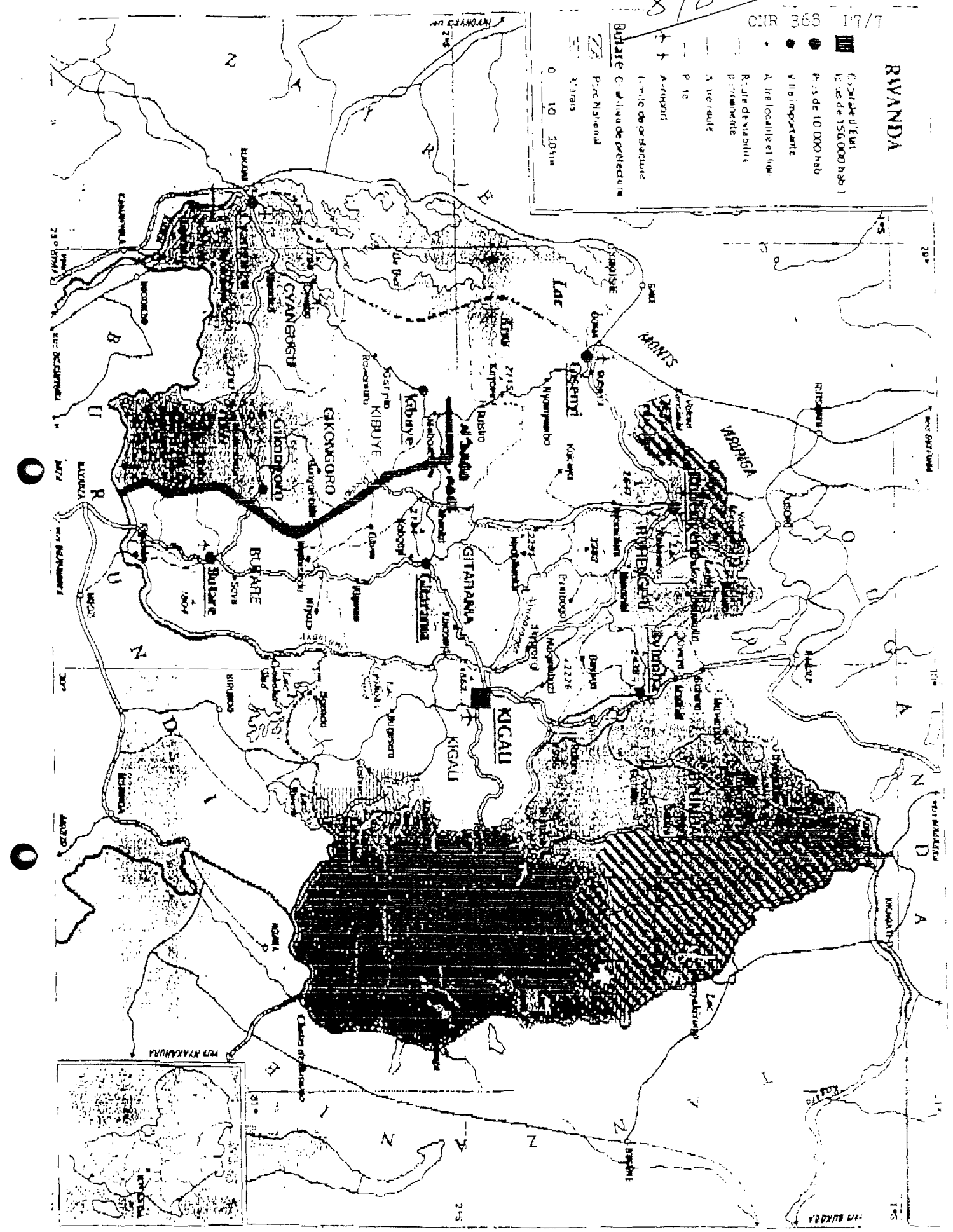
ZONE HUMANITAIRE SURE AU RWANDA

DISTRICTS DE CYANGURU, GIKONGORO ET MOITIE SUD DE CELUI DE
KIBUYE, INCLUANT L'AXE KIBUYE-GITARAME JUSQU'AU COL DE N'DABA
COMPRIS

oOoOoOo

HUMANITARIAN SAFE AREA IN RWANDA:

DISTRICTS OF CYANGUGU, GIKONGORO AND SOUTHERN HALF OF
KIBUYE DISTRICT INCLUDING KIBUYE - GITARAMA ROAD UP TO N'DABA
PASS.



OUTGOING CODE CABLE

1/8

FC only

CRN 229

IMMEDIATE

TO: ANNAN, UNATIONS, NEW YORK

FROM: DALLAIRE, UNAMIR, KIGALI

UNAMIR

94 JUL -4 17 05

DATE: 04 JUL 94

NUMBER: MIR 1281

SUBJECT: OP TURQUOISE PROPOSAL FOR A HUMANITARIAN PROTECTED ZONE.

REFERENCE: A. LETTER NO. 150/PCIAT/COMFORCE DATED 2 JUL 94
B. LETTER TO UN SEC GEN FROM FRANCE DATED 1 JUL 94
C. YOUR FAX NO. 1 DATED 031402NYT JUL 94

1. THE AIM OF THIS FAX IS TO FURTHER CLARIFY UNAMIR'S POSITION REGARDING THE PROPOSED FRENCH LED COALITION HUMANITARIAN PROTECTED ZONE IN THE SOUTH-WEST OF RWANDA. IT WILL ALSO POSE A NUMBER OF QUESTIONS THAT REQUIRE FURTHER CLARIFICATION BY THE COALITION FORCES AND/OR UN NEW YORK.

2. IN REFERENCE C. YOUR FAX PROVIDED NEW YORK'S INTERPRETATION OF THE HUMANITARIAN PROTECTED ZONE. THIS INTERPRETATION IS BASED ON REF B. UNAMIR'S INTERPRETATION DIFFERS FROM YOURS AND IS ATTACHED FOR YOUR INFORMATION. ESSENTIALLY IT INCLUDES KIBUYE AND SOUTH AND THEN EXTENDS EAST AS FAR AS N'DABA, THE LINE THEN EXTENDS NEARLY DIRECTLY SOUTH UNTIL IT JOINS UP WITH THE GIKONGORO/BUTARE PREFECTURE BOUNDARY AND THEN FOLLOWS THIS BOUNDARY SOUTH TO THE BURUNDI BORDER. OF COURSE THIS INTERPRETATION WILL ALSO BE DISCUSSED WITH THE COALITION FORCES. THIS ZONE MAY ALREADY CROSS THE RPF FRONT LINES AND EXACT INFORMATION FROM THE RPF ON THE FORWARD LINE OF THEIR TROOPS IS BEING SOUGHT.

3. AT THE PRESENT TIME, ESPECIALLY IN THE ABSENCE OF A FORMAL CEASEFIRE, THERE IS NO MANDATE TO FORCE THE RPF TO WITHDRAW EAST BEYOND THIS LINE, SHOULD THEY HAVE ALREADY CROSSED IT.

4. IN THE ABSENCE OF A CEASEFIRE THE COALITION MAY DEMAND THAT ANY RPF FORCES WHICH ARE CURRENTLY LOCATED INSIDE OF THE PROTECTED ZONE BE FORCED TO WITHDRAW OUTSIDE THE BOUNDARY. THIS OPTION MAY REQUIRE THE APPROVAL OF EVEN THE SECURITY COUNCIL.

5. THE SECOND QUESTION POSED IN REF A. CONCERNED THE DISPOSITION OF THOSE INDIVIDUALS/GROUPS ETC. SUSPECTED OF



COMMITTING OR PARTICIPATING IN THE COMMITTING OF MASSACRES OR GENOCIDE. RESOLUTION 935 HAS ESTABLISHED AN INTERNATIONAL COMMISSION OF EXPERTS. THIS COMMISSION WILL BE CONSTITUTED AS QUICKLY AS POSSIBLE. IN ADDITION HUMAN RIGHTS MONITORS ARE ALREADY IN THE REGION PREPARING TO DEPLOY. THESE ORGANIZATIONS NEED TO BE SUPPORTED BY UNAMIR AND OP TURQUOISE. UNAMIR PROPOSES THAT ELEMENTS OF THE UNAMIR CIVPOL DETACHMENT BE ATTACHED TO THESE ORGANIZATIONS TO PROVIDE LIAISON AND TO AID IN THE INVESTIGATIVE PROCESS. IT IS TO BE NOTED THAT THERE IS CURRENTLY NO MANDATE FOR ANY OF THESE ORGANIZATIONS TO ACTUALLY ARREST OR DETAIN ANYONE THOUGHT TO BE INVOLVED IN THE KILLINGS. THIS QUESTION OF PHYSICALLY BRINGING INDIVIDUALS TO JUSTICE MUST BE RESOLVED AND APPROPRIATE GUIDANCE OR INSTRUCTIONS GIVEN IF UNAMIR, OR POSSIBLY OP TURQUOISE IS TO BE GIVEN THE AUTHORITY FOR ARREST AND DETENTION PENDING TRIAL.

6. THE THIRD QUESTION POSED IN REF A. INDICATES THAT THE RGF CURRENTLY LOCATED IN THE PROPOSED HUMANITARIAN PROTECTED ZONE SHOULD NOT BE PERMITTED TO MOVE WITHIN THE ZONE. THIS PROPOSAL MAKES THE FUNDAMENTAL ASSUMPTION THAT THE RPF ACCEPTS THE PROTECTED ZONE CONCEPT AND HAVE AGREED NOT TO ENTER. UNAMIR PROPOSES THAT RGF LOCATED WITHIN THE ZONE MOVE INTO GARRISONS. THEY WOULD NOT BE ALLOWED ANY TACTICAL MOVEMENT OR WITHDRAWAL TO OTHER PARTS OF THE COUNTRY. THEY WOULD NOT BE ALLOWED TO MOVE OUTSIDE OF THE GARRISON WITH WEAPONS. THE ONLY RESUPPLY ALLOWED WOULD BE FOOD, WATER AND FUEL. THOSE RGF UNITS LOCATED OUTSIDE THE PROTECTED ZONE BUT BETWEEN THE ZONE AND THE FORWARD LINES OF THE RPF WOULD BE FACED WITH THREE CHOICES. THE FIRST WOULD BE TO REMAIN IN LOCATION AND CONTINUE TO DEFEND. IF THEY CHOOSE TO STAY- THE RESUPPLY TO THOSE UNITS THROUGH THE PROTECTED ZONE WOULD HAVE TO BE REVIEWED IN DETAIL.. THE SECOND CHOICE OF THE RGF UNITS COULD BE TO WITHDRAW. IN THIS CASE, THEY WOULD NOT BE ABLE TO DO SO THROUGH THE PROTECTED ZONE UNLESS THEY WERE WILLING TO REMAIN IN GARRISONS IN THE ZONE. THE THIRD CHOICE COULD BE THE DECISION THAT THEY DON'T WANT TO FIGHT ANY LONGER. IN THIS CASE, THEY COULD BE MOVED TO GARRISONS WITHIN THE ZONE UNDER THE CONDITIONS LISTED ABOVE.

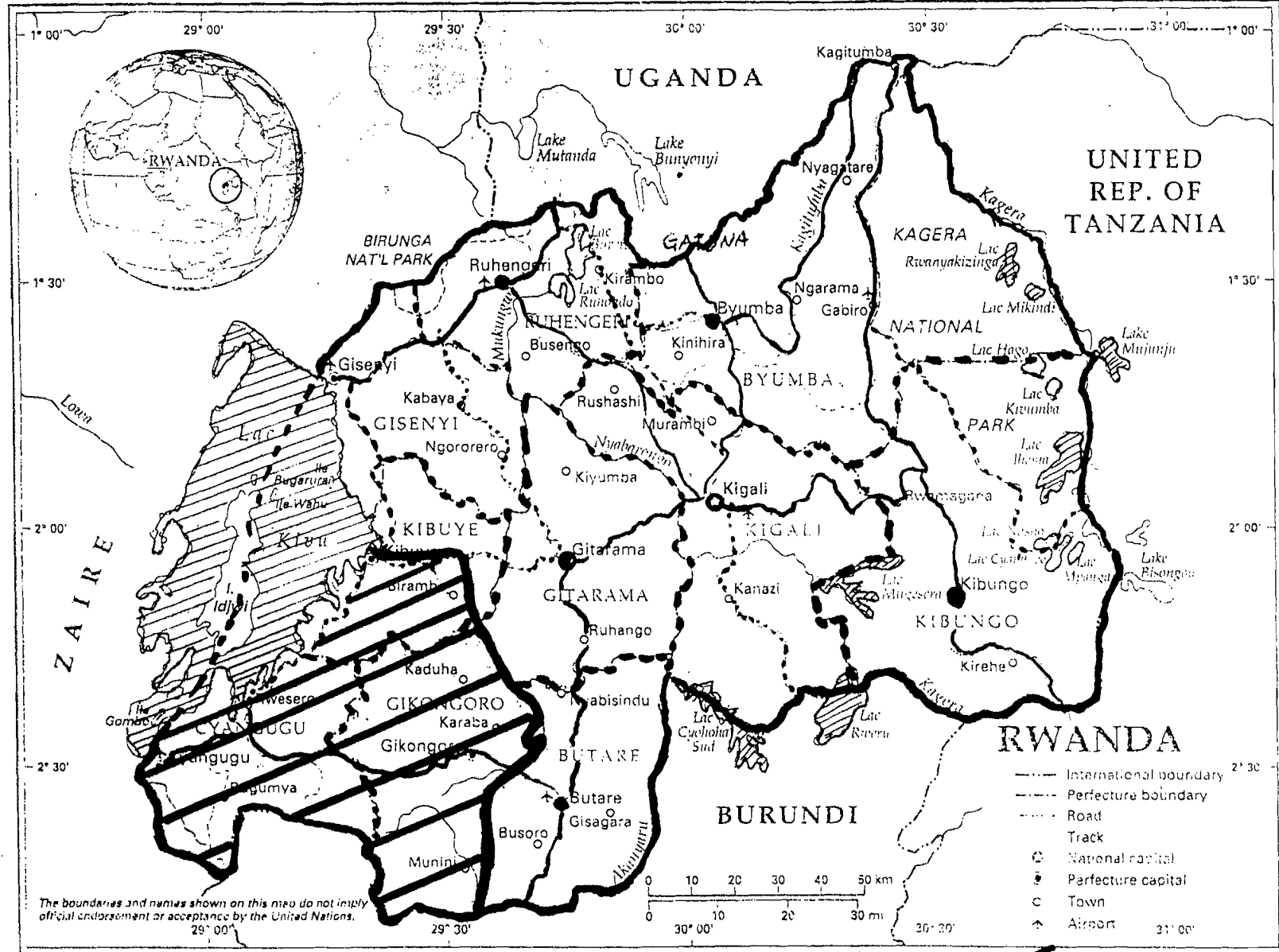
7. THE FOURTH QUESTION IS LINKED TO THE QUESTION OF BOUNDARIES AND IS DISCUSSED IN PARAS 2,3,4 AND 6.

8. THE FINAL QUESTION CONCERNS THE DEPLOYMENT OF LIAISON AND COORDINATION IN THE OP TURQUOISE CONTROLLED ZONE. UNAMIR HAS CURRENTLY DEPLOYED A SMALL LIAISON CELL IN GOMA IN ORDER TO MAINTAIN COMMUNICATIONS AND LIAISON WITH OP TURQUOISE. THIS TEAM ALSO PROVIDES A MEANS FOR COMMUNICATING FROM OP TURQUOISE TO THE RPF AS CURRENTLY THE RPF REFUSES TO DEAL DIRECTLY WITH THE MULTINATIONAL FORCE. IF THE PROTECTED ZONE IS ESTABLISHED UNDER THE CONDITIONS LISTED ABOVE; UNAMIR FORESEES THE REQUIREMENT FOR AN EXPANDED LIAISON AND COMMUNICATION ROLE. THIS WOULD ENTAIL THE DEPLOYMENT OF ADDITIONAL TEAMS IN BUKAVU

AND PROBABLY DOWN TO COY LEVEL WITHIN THE OP TURQUOISE FORCES. TEAMS WOULD ALSO BE REQUIRED TO MONITOR THE RGF GARRISONS WITHIN THE PROTECTED ZONE-TO HELP ALLEVIATE ANY CONCERNS THE RPF MIGHT HAVE ON THE ACTIONS OF THE RGF IN THOSE LOCATIONS. THESE TEAMS FROM UNAMIR WILL REQUIRE SECURITY, THIS MAY HAVE TO BE REQUESTED FROM OP TURQUOISE, PARTICULARLY IN LIGHT OF THE FACT THAT THE RGF SECTOR COMMANDER IN GISENYI HAS INDICATED THAT IT IS STILL NOT SAFE OR ADVISABLE FOR UNAMIR TO MOVE IN RGF HELD AREAS. ALONG WITH THIS INCREASED LIAISON TO OP TURQUOISE, UNAMIR WILL REQUEST THAT WE BE ALLOWED TO MONITOR THE SITUATION FROM BEHIND THE RPF LINES LOCATED NEAR THE PROTECTED ZONE TO ENSURE THAT THE RPF ARE RESPECTING THE CONDITIONS REGARDING THE PROTECTED ZONE.

9. YOUR COMMENTS ON THESE PROPOSALS WOULD BE GREATLY APPRECIATED.

AREA PROPOSED FOR THE CREATION OF A SAFE HAVEN



MAP NO. 3717 UNITED NATIONS
DECEMBER 1992

**PROPOSED
AREA**

4/8

**OPERATION TURQUOISE
COMFORCE**GOMA, le 2 juillet 1994
N° 42 /PCIAT/COMFORCE**OBJET** : Propositions pour améliorer la situation au RWANDA Ouest

Mandatées par l'ONU, dans le cadre de la résolution 929, les autorités françaises vont faire des propositions à l'ONU pour améliorer la situation. Ces propositions pourraient être les suivantes :

1 - Création d'une zone de protection humanitaire :

Les limites de la zone proposée sont en annexe. Il s'agit de régions où sont réfugiées de nombreuses populations, notamment dans la zone de GIKONGORO.

2 - Concernant le jugement des coupables d'exaction et de massacre subsistant dans la zone :

Nous pouvons demander que les dispositions soient prises par l'ONU pour que les coupables soient jugés.

3 - Concernant l'activité des FAR :

Nous n'avons pour l'instant aucun mandat ONU contre les FAR. Nous sommes d'accord sur le principe qu'ils ne devraient pas agir dans la zone qui est une zone humanitaire. Nous pouvons demander à l'ONU de prendre en compte cette question.

4 - Concernant la mise au point de propositions raisonnables :

Nous pourrions coordonner notre travail par l'intermédiaire de la MINUAR (Général DALLAIRE).

5 - Concernant l'exécution sur le terrain des nouvelles dispositions :

Pour éviter les confrontations ou les agressions, il faudrait mettre en place des détachements de liaison et de coordination qui pourraient être fournis par la MINUAR.

Nous confirmons que notre objectif s'inscrit bien dans le cadre du mandat humanitaire que nous a donné l'ONU. Il a pour but d'assurer la protection des populations en attendant de pouvoir transmettre, le plus tôt possible, la responsabilité de cette mission à la MINUAR, puis de quitter la zone dès que la MINUAR sera en place.

Général LAFOURCADE

194 JUL -2 17 51
UNAMIR

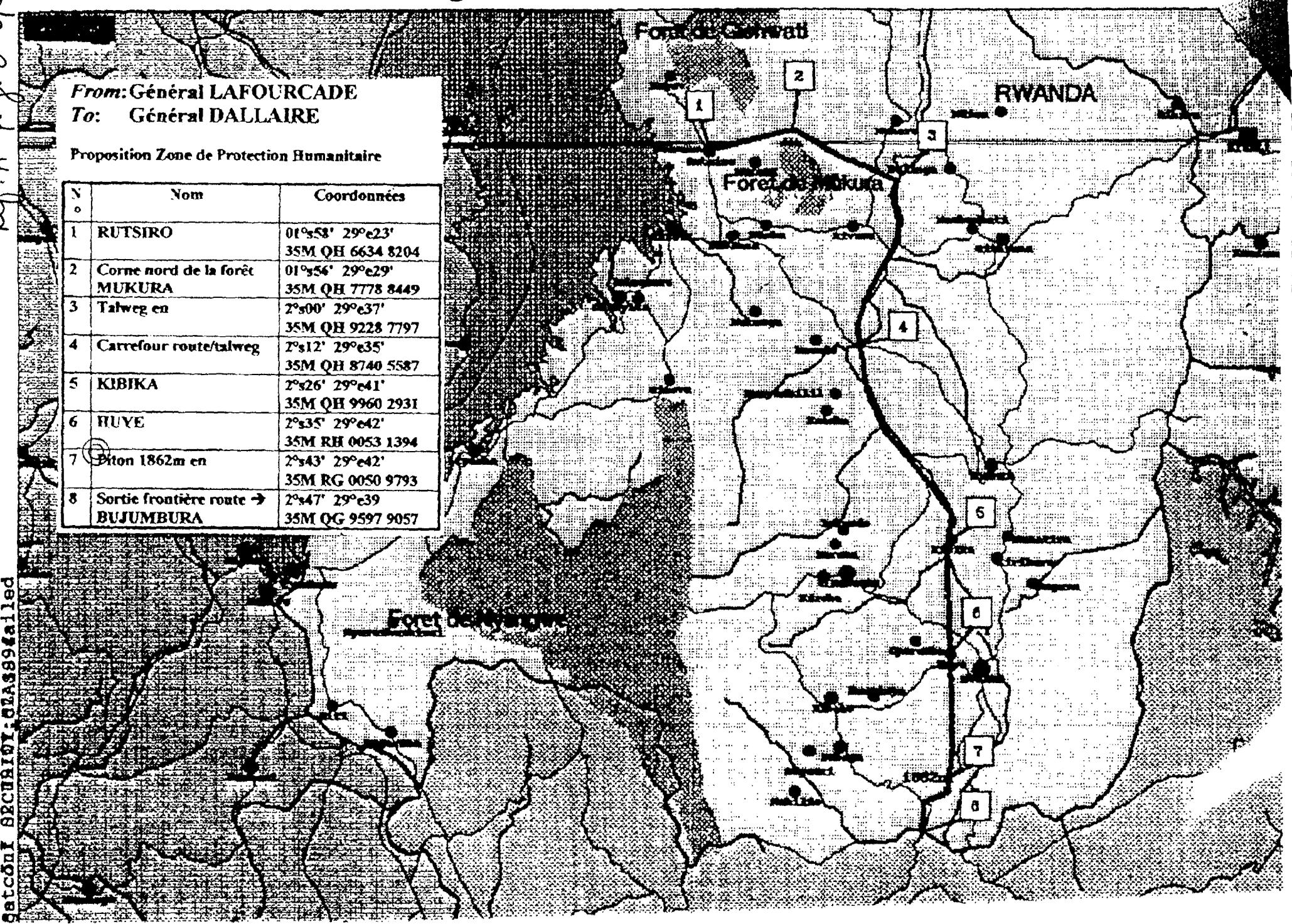
Ref: A page 2 6/8

From: Général LAFOURCADE
To: Général DALLAIRE

Proposition Zone de Protection Humanitaire

N°	Nom	Coordonnées
1	RUTSIRO	01°55' 29°23' 35M QH 6634 8204
2	Corne nord de la forêt MUKURA	01°55' 29°29' 35M QH 7778 8449
3	Talweg en	2°00' 29°37' 35M QH 9228 7797
4	Carrefour route/talweg	2°12' 29°35' 35M QH 8740 5587
5	KIBIKA	2°26' 29°41' 35M QH 9960 2931
6	HUYE	2°35' 29°42' 35M RH 0053 1394
7	Piton 1862m en	2°43' 29°42' 35M RG 0050 9793
8	Sortie frontière route → BUJUMBURA	2°47' 29°39' 35M QG 9597 9057

SECURITY SECRET: 02A3896alled



*Mission Permanente de la France
auprès des Nations Unies
L'Ambassadeur Représentant Permanent*

*Ref B. 7/8
One Dag Hammarskjöld Plaza
245 East 41st Street, 8th Floor
New York, N.Y. 10017*

le 1er Juiller 1994

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai reçu instruction ce matin de vous faire part de la très vive préoccupation des autorités françaises devant la dégradation de la situation au Rwanda et les risques d'un nouveau drame humanitaire dans ce pays.

Au cours des derniers jours, les combats se sont intensifiés au-delà de la capitale et sont en train de s'étendre au sud dans la région de Butare, non loin de la frontière du Burundi, ainsi qu'à l'ouest semble-t-il, en direction de Kibuye. D'ores et déjà nos éléments, en place dans la région en application de la résolution 929 du Conseil de sécurité, ont effectué des reconnaissances à Butare. Ils ont constaté l'afflux de dizaines de milliers d'habitants fuyant les combats, qui s'ajoutent à plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées dans cette partie du pays. La poursuite des combats est en passe de créer dans le sud-ouest du Rwanda une situation qui sera à très brève échéance totalement incontrôlable sur le plan humanitaire. Si aucune mesure n'est prise pour y remédier, toute cette partie du pays va être le théâtre de désordres considérables, avec des mouvements de centaines de milliers de personnes fuyant dans le plus grand désespoir, et des risques d'élimination physique des minorités sur place qui se sont déjà matérialisés au cours des mois d'avril et mai. Il est à craindre que toutes ces personnes cherchent à trouver refuge dans les pays avoisinants, notamment au Burundi, aggravant une situation dont la fragilité vous est bien connue.

La France considère qu'il est de sa responsabilité d'alerter la communauté internationale à travers vous-même, afin de l'informer de la situation qui exige, comme cela avait été demandé par les Nations Unies et l'OUA, un cessez-le-feu immédiat. L'arrêt des combats est en effet le seul moyen véritablement efficace pour stabiliser la situation humanitaire et ouvrir la voie à une reprise des discussions avec l'aide des pays de la région en vue d'un règlement politique, à partir des accords d'Arusha dont bien entendu doivent être exclus les responsables de massacres et notamment des actes de génocide.

Son Excellence
Monsieur Boutros BOUTROS-GHALI
Secrétaire Général de l'Organisation
des Nations Unies
Bureau S-3800

Si le cessez-le-feu ne pouvait être obtenu immédiatement, la France se trouverait confrontée au choix suivant :

○
- soit se retirer en dehors du territoire rwandais, en s'efforçant, ce qui serait extrêmement difficile et limité, de sauver par des actions ponctuelles, des vies humaines.

- soit en s'appuyant sur les résolutions 925 et 929, organiser une zone humanitaire sûre où les populations seraient à l'abri des combats et des conséquences dramatiques qui en découlent dans ce pays. Les forces franco-sénégalaises veilleraient, dans le cadre du mandat qui est le leur, à ce que ne s'exerce dans cette zone ou à partir de cette zone, aucune activité de nature à porter atteinte à la sécurité de ces populations. Cette zone devrait être centrée sur la région où les problèmes humanitaires sont les plus aigus, suffisamment vaste compte-tenu du nombre de personnes concernées et d'un seul tenant pour stabiliser les populations sur place et faciliter l'acheminement des secours humanitaires.

Sur la base des informations en notre possession, cette zone devrait comprendre les districts de Cyangugu, Gikongoro et la moitié sud de celui de Kibuye, incluant l'axe Kibuye-Gitarama jusqu'au col de N'Daba compris.

La France estime que, sur la base des résolutions 925 et 929, elle est autorisée à organiser cette zone humanitaire sûre. Elle souhaiterait néanmoins que, par votre intermédiaire, l'Organisation des Nations Unies exprime son appui à la création d'une telle zone.

Je me permets d'attirer à nouveau votre attention sur l'urgence de la situation et de souligner qu'à défaut de pouvoir organiser une zone humanitaire sûre avec le soutien de la communauté internationale, la France n'aurait d'autre choix que celui de se retirer très rapidement du territoire rwandais.

Je ne verrais que des avantages à ce que cette lettre soit diffusée aux membres du Conseil de sécurité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, en l'expression de ma haute considération.

Jean-Bernard MERIMEE

Am